

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AVRIL 1911.

Projet de loi approuvant la Convention conclue le 11 février 1911 entre l'État Belge et la Compagnie du Kasai (Société congolaise à responsabilité limitée).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Compagnie du Kasai créée par un décret du 24 décembre 1901, pour un terme de 30 ans, avait obtenu de l'Etat Indépendant le droit de récolter le caoutchouc, la gomme copal et tous autres produits végétaux du domaine de l'Etat ainsi que l'ivoire dans une partie des bassins du Kasai et du Kwango. L'Etat souscrivit la moitié du capital social fixé à 4,003.000 francs. Il reçut en échange de sa souscription 2,010 actions de capital entièrement libérées. Il lui fut remis, en outre, 2,010 parts bénéficiaires.

L'Exposé des motifs du projet de budget du Congo Belge pour l'exercice 1910 annonça que l'Etat abandonnerait à partir du 1^{er} juillet 1910 la récolte des produits du domaine. La colonie était divisée en trois régions où la récolte serait abandonnée successivement le 1^{er} juillet 1910, le 1^{er} juillet 1911 et le 1^{er} juillet 1912. Les districts du Kwango et du Lualaba-Kasai au Sud du Sankuru étaient compris dans la région ouverte le 1^{er} juillet 1910.

Par lettre du 16 novembre 1909 et 19 février 1910, l'Administration de la Compagnie du Kasai fit savoir au Gouvernement qu'à son avis les résolutions annoncées étaient contraires à la Convention de 1901 intervenue entre elle et l'Etat du Congo, qu'elle prétendait posséder un droit exclusif de récolte dans les régions visées par la Convention du 31 décembre 1901 et réclamerait un dédommagement pour le préjudice que lui causeraient les mesures nouvelles.

Par dépêche du 2 mars 1910, le Ministre des Colonies répondit à la Compagnie que la décision d'abandonner, à partir du 1^{er} juillet 1910, la récolte des produits domaniaux à l'initiative privée, dans certaines régions du Congo Belge, n'était pas contraire aux conventions intervenues entre l'Etat Indépendant du Congo et la Compagnie du Kasai, que ces conventions n'avaient conféré aucun droit exclusif à la Compagnie du Kasai, qu'il ne pouvait donc

être et qu'il n'avait jamais été question d'accorder à cette Compagnie un dédommagement que rien ne justifiait. Et comme la lettre de la Compagnie semblait annoncer que celle-ci songeait à se pourvoir en justice contre la Colonie, le Ministre ajoutait qu'il estimait du devoir du Conseil d'administration de prendre l'avis de l'assemblée générale des actionnaires et que, si le Conseil ne partageait pas cette opinion, il serait obligé de requérir, au nom de la Colonie, propriétaire de 2,010 parts bénéficiaires et de 2.010 actions, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui aurait à statuer sur la question.

*
* *

Le décret du 22 mars 1910 réalisa la réforme annoncée.

*
* *

A la suite de la publication de ce décret, l'Administration de la Compagnie du Kasai insista auprès du Ministre pour obtenir une compensation. Le Ministre répondit qu'il n'en était dû aucune, mais que désireux de voir la Colonie se dégager autant que possible de toute attache avec les compagnies qui font le commerce du caoutchouc, il ne se refuserait pas à examiner avec bienveillance les propositions qui, tout en sauvegardant les intérêts de la Colonie, le rapprocheraient de ce résultat.

Le Conseil d'administration de la Compagnie du Kasai proposa alors au Ministre de reprendre les titres de la Colonie à la valeur qui serait déterminée par une liquidation fictive de l'avoir de la Société.

Le Gouvernement répondit qu'il prenait cette proposition en considération, mais que, avant de prendre une résolution ferme, il devrait connaître les résultats de la liquidation fictive telle que la comprenait la Compagnie.

*
* *

La Compagnie fit procéder aux opérations comptables nécessaires et offrit à l'Etat une somme de 9,073,156 francs.

Cette somme comprenait le dividende de 1909 et les bénéfices du premier semestre 1910, ce qui réduisait à moins de cinq millions et demi la somme réellement payée pour le rachat des actions et parts de fondateurs appartenant à la Colonie.

Le Gouvernement refusa d'agréer la proposition de la Compagnie, jugeant insuffisante la somme offerte.

*
* *

A la suite de divers incidents qui se trouvent exposés dans la réponse du Gouvernement à la Section centrale chargée de l'examen du budget de 1911 (rapport de M. Tibbaut, document n° 21, p. 12 et suivantes), la Compagnie proposa au Gouvernement de reprendre les négociations. Ces négociations ont eu lieu entre les avocats de l'Etat et de la Compagnie qui ont reçu pleins pouvoirs en vue de rechercher la solution la plus équitable. Elles ont abouti

à la Convention du 11 février 1911 conclue sous la réserve de l'approbation du pouvoir législatif belge et que, d'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à l'examen des Chambres.

*
* *

Cette convention attribue à l'État, en rémunération des titres qu'il cède à la Compagnie :

a) Une somme une fois payée de fr.	10,000,000
b) Un semestre du coupon de 6 p. c. dû sur 2,010 actions de capital	15,075
c) Une somme de	1,000,000
fixée à forfait comme représentant le dividende revenant aux 2,010 parts bénéficiaires pour le premier semestre 1910.	

Ensemble au 1 ^{er} juillet 1910 fr.	11,015,075
d) Les intérêts à 3 p. c. sur ce total, du 1 ^{er} juillet 1910 au 1 ^{er} janvier 1911 fr.	165,268
Somme totale au 1 ^{er} janvier 1911. fr.	11,180,343

Il a été stipulé que le paiement de cette somme, majorée des intérêts à raison de 3 p. c. l'an, depuis le 1^{er} janvier 1911, sera effectué en une fois ou par parties, au gré de la Compagnie du Kasai, mais au plus tard dans le courant de la présente année, et sans que chaque paiement partiel puisse être inférieur à un million de francs.

En résumé, la première proposition de la Compagnie du Kasai offrait à l'État, pour la reprise de ses parts et le paiement des dividendes dûs, la somme de fr. 9,073,156.

Depuis lors, la Colonie a reçu le montant des dividendes qui lui étaient dûs pour 1909 soit fr.	2,613,000
Les sommes que lui attribue la convention s'élèvent à	11,180,303

Ensemble. fr. 13,793,303

Les négociations nouvelles ont donc abouti à augmenter de fr. 4.720.147 les sommes qui reviendraient éventuellement à l'État.

La Convention dispose que les 2,010 parts bénéficiaires appartenant à l'État seront anéanties. La Compagnie se désistara du procès qu'elle a intenté à l'État et l'État abandonnera de son côté les deux actions introduites par lui.

*
* *

Le premier avantage de l'arrangement intervenu est de mettre fin à toutes les contestations judiciaires. Dans l'esprit du Gouvernement, l'issue des procès engagés n'était pas douteuse; la prétention de la Compagnie au monopole de la récolte des produits du domaine lui paraissait évidemment mal fondée. Il n'en est pas moins vrai que ces contestations créaient un état de malaise qu'à tous points de vue il est préférable de voir cesser.

On objecte que le rapport des mandataires chargés de négocier le traité d'annexion évaluait les parts bénéficiaires de la Compagnie du Kasai à

17,450 francs l'une, soit pour 2,010 parts un capital de 55,074,500 francs. L'accord actuel infligerait ainsi à la Colonie une perte d'environ 23 millions de francs.

Cette objection est mal fondée.

L'évaluation faite par les mandataires était exacte. Elle s'appuyait sur le cours de la part bénéficiaire à l'époque où fut rédigé le rapport. Mais on a fait remarquer très justement au cours de la discussion du traité d'annexion que la valeur du portefeuille était sujette à des fluctuations. Une forte baisse, conséquence de la crise du caoutchouc, se produisit pendant l'année 1908. Au mois d'octobre, le cours de la part bénéficiaire fut de 7,200, puis de 7,800 francs (1).

Il était de 7,800 francs au mois de juin 1908, pendant la discussion de l'annexion.

Certains titres appartenant à la Colonie ont, par contre, subi une hausse considérable, telles les actions Katanga, dont la valeur en bourse a quadruplé depuis la reprise, et les titres de l'Union Minière d'une valeur nominale de cent francs, actuellement cotés à près de 1.000 francs (2).

Ces variations du cours des titres n'ont qu'une importance très relative pour la Colonie. Elle ne peut profiter de la hausse, parce qu'elle ne peut vendre ses titres à la Bourse et que, si elle prétendait les réaliser par ce moyen, l'offre disproportionnée qui en résulterait aurait pour conséquence une forte baisse. Les raisonnements que l'on base sur le cours de la Bourse sont, par conséquent, tout à fait erronés.

*
* *

Supposons que la convention actuelle ne soit pas approuvée. En résulterait-il que la Colonie conserverait un capital égal au nombre de ses titres multiplié par le cours actuel?

Assurément non.

Il en résulterait simplement que la Colonie conserverait ses titres et sa participation dans la Compagnie avec les chances qui s'y attachent. Elle devrait subir les chances mauvaises sans pouvoir escompter d'autres recettes que le dividende annuel ou la valeur que le titre donnerait en cas de liquidation.

Or, dans l'hypothèse du *statu quo*, les chances de dépréciation du titre seraient grandes.

Le cours actuel des titres de la Compagnie de Kasai tient évidemment compte de la réduction éventuelle du nombre de parts à concurrence de 50 p. c. par la suppression des parts de l'Etat.

(1) Cours de la part bénéficiaire Kasai :

	30 juin		31 décembre.		30 juin		30 décembre.		
par 1/10 ^e	1905	1,498		1,500	1908	78 00		99	} par 1/100 ^e de part.
de	1906	1,465		1,790	1909	155,50		108	
part.	1907	1,750		1,260	1910	141,00		159	

(2) La Colonie possède 1,800 Katanga ordinaires ; 600 privilégiées. Le Comité Spécial du Katanga, où la Colonie est intéressée pour deux tiers, possède 57,000 actions de l'Union Minière.

La dépréciation relative du titre paraît certaine si la Convention n'est pas approuvée, car il n'est pas douteux que, sous le régime nouveau, les bénéfices de la Compagnie seront notablement diminués.

Les contestations pendantes pourraient aboutir à une liquidation. Rien ne garantit que cette liquidation donnerait à l'État des avantages supérieurs à ceux que la Convention lui assure. Notre conviction est que dans cette hypothèse le résultat définitif lui serait moins favorable.

*
* * *

Il faut tenir compte aussi du côté politique de la question.

L'avantage le plus appréciable de la Convention ne réside ni dans la cessation des procès, ni dans la réalisation d'un capital de 11 millions, dont la Colonie aura la disposition immédiate. Le grand résultat de la transaction est de dégager la Colonie de toute attache avec les compagnies ou les particuliers qui feront dans la région du Kasai commerce des produits végétaux.

L'État Indépendant, intéressé à concurrence de 50 p. c. dans les affaires de la Compagnie du Kasai, n'exigeait des indigènes de la région que quelques impôts en vivres, destinés à alimenter ses postes. Il ne levait pas d'impôt général. Il se contentait pour tout revenu du dividende que lui procurait sa participation dans la Compagnie de Kasai.

Ce système exposait l'État à de vives critiques. S'il a pu favoriser la pénétration du territoire, il devait devenir avec le temps un obstacle au développement économique normal du pays.

D'après la conception qui a inspiré les nouveaux décrets, l'État doit demeurer, autant que possible, étranger aux transactions commerciales qui se font avec les indigènes, il doit lever l'impôt en argent et donner ainsi aux finances coloniales une base plus stable et d'un rendement plus régulier. Nous pensons que les résultats de cette nouvelle méthode seront avantageux pour la Colonie et pour les populations.

Lors même qu'ils exigeraient quelques sacrifices financiers, il ne faudrait pas hésiter. S'il est, à notre avis, incontestable qu'en droit la Compagnie du Kasai n'était pas fondée à réclamer un monopole de récolte dans les régions où elle était autorisée à faire ses opérations, on ne peut méconnaître qu'en fait pendant près de neuf ans elle n'a guère rencontré de concurrence. Cette circonstance a pu faire naître, dans l'esprit des tiers qui ont, à des prix élevés, acquis des titres pendant les années d'abondance, quelque méprise sur l'étendue des droits au bénéfice desquels ils allaient participer.

L'équité doit conseiller à l'État d'atténuer pour les tiers, dans la mesure des possibilités, les conséquences de la transformation que subit le régime économique de la Colonie. C'est pourquoi nous vous proposons d'approuver la convention faite avec la Compagnie du Kasai. Nous avons la conviction qu'elle sauvegarde parfaitement les droits de l'État.

Le Ministre des Sciences et des Arts.

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre des Colonies,

J. RENKIN.

PROJET DE LOI

approuvant la convention conclue le 11 février 1911 entre l'Etat Belge et la Compagnie du Kasai (Société congolaise à responsabilité limitée).

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts et de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la convention ci-annexée intervenue le 11 février 1911 entre l'Etat Belge et la Compagnie du Kasai (Société congolaise à responsabilité limitée).

Donné à Assouan, le 12 mars 1911.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Le Ministre des Colonies,

F. SCHOLLAERT.

J. RENKIN.

WETSONTWERP

goedkeurende de overeenkomst, op den 11^{den} Februari 1911 besloten tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » (Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid).

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten en van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Koloniën aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

EENIG ARTIKEL.

Wordt goedgekeurd de hierbij behorende overeenkomst, op den 11^{den} Februari 1911 besloten tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » (Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid).

Gegeven te Assouan, den 12^{den} Maart 1911.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

De Minister van Koloniën,

CONVENTION.

Entre les soussignés :

L'État Belge, représenté par M. Franz Schollaert, Ministre des Sciences et des Arts, et M. Jules Renkin, Ministre des Colonies, agissant sous réserve de ratification par les Chambres législatives belges, de première part,

et

la Compagnie du Kasai, Société à responsabilité limitée, représentée par son Conseil d'administration selon délibération, en date du onze février mil neuf cent onze, ledit Conseil, composé de :

MM. Jean de Hemptinne, président du Conseil d'administration ;
Victorien Lacourt, Administrateur, Directeur général ;
A. Delcommune, Administrateur, membre du Comité permanent ;
G. Bruneel de Montpellier ;
O. De Bauw ;
C. D'Heygère ;
J. Jadot ;
Ch. Liebrechts ;
A. Mols ;
G. Philippi ;
J. Van Hulst, et
R. Vleminckx, administrateurs
de deuxième part.

A été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'État Belge cède à la Compagnie du Kasai, qui accepte, toutes les actions de cette Société au nombre de deux mille dix et toutes les parts bénéficiaires de la dite Société en nombre égal, qui ont été attribuées à l'État Indépendant du Congo à la fondation de la Compagnie conformément aux articles 4 et 5 des statuts du vingt-quatre décembre mil neuf cent et un et qui sont devenues la propriété de l'État Belge en vertu du traité de cession du vingt-six novembre mil neuf cent sept. La livraison ou le transfert de ces titres n'aura lieu qu'au fur et à mesure du paiement du prix ci-après fixé.

En outre, l'État renonce, pour autant que de besoin, à tous les droits, prérogatives et avantages quelconques qui lui ont été conférés par les statuts et la convention du trente et un décembre mil neuf cent un.

Les effets de la présente cession et renonciation remontent au premier juillet mil neuf cent dix.

ART. 2. — La présente cession est faite pour et moyennant le prix de

onze millions cent quatre-vingt mille trois cent trois francs (fr. 11,180,303)
se décomposant comme suit :

1° La somme de	francs 10,000,000
représentant la valeur en principal des actions et parts bénéficiaires cédées;	
2° Celle de	» 13,075
pour une demi-année du coupon de 6 p. c. sur les 2,010 actions de capital (1 ^{er} semestre 1910);	
3° Celle de	» 1,000,000
fixée à forfait comme représentant le dividende reve- nant aux 2,010 parts bénéficiaires pour le premier semestre 1910;	
4° Celle de	» 163,228
étant l'intérêt à 3 p.c. sur 11,013,075 francs du 1 ^{er} juil- let au 31 décembre 1910.	

Ensemble. . . francs 11,180,303

ART. 5. — Le paiement de la somme ci-dessus de francs, 11,180,303 majorée des intérêts à raison de 3 p. c. l'an, depuis le 1^{er} janvier 1911, sera effectué en une fois ou par parties, au gré de la Compagnie du Kasai, mais au plus tard dans le courant de la présente année et sans que chaque paiement partiel puisse être inférieur à un million de francs.

ART. 4. — Les soussignés renoncent de part et d'autre aux procès engagés entre eux. Il sera fait une masse des frais de justice que les parties supporteront par moitié.

ART. 3. — Une assemblée générale des porteurs d'actions et de parts bénéficiaires de la Compagnie du Kasai sera convoquée dans le plus bref délai aux fins de ratifier la présente convention et de voter les modifications aux statuts jugées nécessaires pour la réaliser, notamment les mesures suivantes :

- a) Réduction du fonds social par annulation des 2,010 parts rachetées ;
- b) Suppression des diverses dispositions donnant actuellement au Gouvernement de la Colonie le droit d'intervenir dans l'administration de la société.

ART. 6. — L'État belge se prêtera à ces modifications statutaires qu'il soumettra à l'approbation royale.

ART. 7. — Sont intervenus aux présentes :

1° La Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo, représentée par MM. Albert Thys, président du Conseil d'administration, et Alexandre Delcommune, administrateur-directeur ;

2° La Société anonyme de l'Est du Kwango, représentée par MM. O. De Bauw, J. Heccq, M. Cramer et V. Thieren, administrateurs ;

3° La Belgika, Comptoir Colonial, Société anonyme, représentée par MM. Fernand Jamar, J. van Hulst, Eugène Bourson et Léon Delbruyère, administrateurs ;

4° La Société anonyme des Produits Végétaux du Haut-Kasai, représentée par MM. Gustave Brunneel de Montpellier, Henri Hage, Orban de Xivry, Alfred Roose, Camille d'Heygère, administrateurs ;

5° La Kassaienne, Société anonyme, représentée par M. Richard Vleminckx, administrateur-délégué ;

6° Les Plantations Lacourt, Société anonyme, représentée par MM. V. Lacourt, E. Beauthier, D. Vanderhaegen et Louis Lacourt, administrateur ;

7° La Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap, Société anonyme, représentée par MM. A. De Bloeme et Th. Philippi, administrateurs ;

8° La Compagnie du Lubefu, Société anonyme, représentée par MM. Camille D'Heygère, Alfred Roose, Arthur Roose, Oscar Thiry et Ernest Van Tomme (M. Oscar Thiry vient de donner sa démission d'administrateur. Cette démission ne peut être acceptée que par l'Assemblée générale.)

9° Les Comptoirs Velde, Société anonyme, représentée par MM. Alexis Mols, Prosper Creutz et Willy Van de Velde, administrateurs ;

10° La Djuma, Société anonyme, représentée par M. Jean De Hemptinne, administrateur ;

lesquelles ayant pris connaissance de la convention ci-dessus renoncent de leur côté à leur action en intervention dans la cause pendant devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge.

Ainsi fait en autant d'exemplaires que de parties intéressées à Bruxelles, le onze février dix-neuf cent onze.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

(S) F. SCHOLLAERT.

Le Ministre des Colonies,

(S) J. RENKIN.

(S) BRUNNEEL DE MONTPELLIER,

(S) JEAN DE HEMPTINNE,

(S) V. LACOURT,

(S) A. MOLS,

(S) RICHARD VLEMINCKX,

(S) J. JADOT,

(S) O. DE BAUW,

(S) LIEBRECHTS,

(S) VAN HULST,

(S) CAMILLE D'HEYGÈRE,

(S) A. DELCOMMUNE,

(S) TH. PHILIPPI,



ANNEXES

La Société anonyme *Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap*, établie à Rotterdam, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. A. de Bloeme et G. Th. Philippi, donne par la présente, procuration à M. G. Th. Philippi, demeurant à Scheveningen, commune La Haye (Hollande) de, pour elle, et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge ; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués, promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Rotterdam, le 10 février 1911.

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap :

(S) G. TH. PHILIPPI.

(S) A. DE BLOEME.

La Société anonyme *Compagnie du Lubefu*, représentée aux termes de ses statuts, par MM. Alfred Roose et Dr Arthur Roose, deux de ses administrateurs, donne par la présente, procuration à M. Camille d'Heygère, de, pour elle, et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge ; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués ; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 9 février 1911.

Compagnie du Lubefu (Société anonyme) :

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

Un Administrateur,

L'Administrateur-Délégué,

(S) A. ROOSE.

(S) Dr ROOSE.

La Société anonyme *Comptoirs Congolais Velde*, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. W. Van de Velde et Prosper Creutz, donne par la présente, procuration à M. Alexis Mols de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge ; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous

avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Anvers le 14 février 1911.

Comptoirs Congolais Velde.

Un Administrateur,

(S) W. VAN DE VELDE.

Un Administrateur,

(S) Prosper CREUTZ.

La Société Anonyme *l'Est du Kwango*, représentée, aux termes de ses statuts, par son Conseil d'administration composé de MM. Oscar De Bauw, Félix Hecq, Maurice Cramer et Victor Thieren, donne, par la présente, procuration à M. Oscar De Bauw de, pour elle et en son nom, se désister de son action et intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles le 10 février 1911.

L'Est du Kwango (Société anonyme).

Bon pour pouvoir :

Un Administrateur,

(S) F. HECQ.

Bon pour pouvoir :

Un Administrateur,

(S) M. CRAMER.

La Société Anonyme *Belgika*, Comptoir Colonial, 81, rue Royale, Bruxelles, Société anonyme, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. F. Jamar, président du Conseil d'administration, Eugène Bourson, Léon Delbruyère et Jean Claes, administrateurs de la société, donne par la présente, procuration à M. Jules Van Hulst, son administrateur-délégué, de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués, promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Bon pour pouvoir :

(s) J. CLAES.

Bon pour pouvoir :

(s) F. JAMAR.

Bon pour pouvoir :

(s) L. DELBRUYÈRE.

Bon pour pouvoir :

(s) E. BOURSON.

La Société Anonyme des Produits Végétaux du Haut-Kasai, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. A. Fred Roose et Camille d'Heygère, deux de ses administrateurs, donne par la présente, procuration à M. Gustave Brunel de Montpellier, de, pour elle, et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles, entre la Compagnie du Kasai et l'État Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 10 février 1911.

Société anonyme des produits végétaux du Haut-Kasai.

Un Administrateur,

L'Administrateur-Délégué,

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

(s) Camille d'HEYGÈRE.

(s) A. ROOSE.

La Société anonyme La Kassaienne, ayant actuellement son siège social rue Vergote, 13, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. R. Vlemminckx et Robyns, administrateurs, donne par la présente, procuration à M. Richard Vlemminckx, son président du Conseil et administrateur-délégué, à l'effet de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles, entre la Compagnie du Kasai et l'État Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 10 février 1911.

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

(S.) Richard VLEMINCKX.

(S.) ROBYNS.

La Société anonyme Plantations Lacourt, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. E. Beauthier, V. Lacourt, L. Lacourt et D. Vanderhaegen (les trois premiers susnommés se portent fort de l'adhésion de D. Vanderhaegen, absent), donne par la présente, procuration à M. V. Lacourt, son administrateur, de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'État Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 11 février 1911.

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

(S.) V. LACOURT.

(S.) L. LACOURT.

(S.) E. BEAUTHIER.

La *Société anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo*, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. A. Thys, président de son Conseil d'administration et A. Delcommune, administrateur-directeur, donne par la présente, procuration à M. Alexandre Delcommune, son administrateur-directeur, de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 10 février 1911.

Bon pour pouvoir :

L'Administrateur-Directeur,

(S) A. DELCOMMUNE.

Bon pour pouvoir :

Le Président,

(S) A. THYS.



(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 APRIL 1911.

Wetsontwerp tot goedkeuring der Overeenkomst op 11 Februari 1911 besloten
tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » (Congoleesche
vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid)

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De « Compagnie du Kasai », bij decreet van 24 December 1901 gesticht voor eenen termijn van 30 jaar, had van wege den Onafhankelijken Staat het recht bekomen het caoutchouc, de copalgom en alle andere plantaardige voortbrengselen van het Staatsdomein te oogsten alsmede het ivoor in een gedeelte der Stroomgebieden van de Kasai en van de Kwango. De Staat schreef in voor de helft van het maatschappelijk kapitaal dat op 1 miljoen 5,000 frank vastgesteld was. Hij ontving, in ruil voor zijne inschrijving, 2,010 volgestorte kapitaalaandeelen. Daarenboven, werden hem 2,010 winst-aandeelen overhandigd.

De Memorie van toelichting van het ontwerp der begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1910 kondigde aan dat de Staat het oogsten der voortbrengselen van het domein te rekenen van den 1^{en} Juli 1910 zou staken. De Kolonie was verdeeld in drie streken waar het oogsten achtereen-volgens den 1^{en} Juli 1910, den 1^{en} Juli 1911 en den 1^{en} Juli 1912 zou gestaakt worden. De districten van de Kwango en van de Lualaba-Kasai ten Zuiden van de Sankuru waren begrepen in de streek, openstaande den 1ⁿ Juli 1910.

Per brief van 16 November 1909 en 19 Februari 1910, liet het Beheer van de « Compagnie du Kasai » aan de Regeering weten dat, naar zijn oordeel, de aangekondigde voornemens tegenstrijdig waren met de Overeenkomst van 1901 tusschen hem en den Congostaat aangegaan, dat zij een uitsluitend recht tot inoogsting beweerde te bezitten in de bij de Overeenkomst van 30 December 1901 bedoelde streken en dat zij eene schadeloosstelling zou eischen voor het nadeel dat hem de nieuwe maatregelen zouden berokenen.

Bij een schrijven van 2 Maart 1910, antwoordde de Minister van Koloniën aan de « Compagnie » dat de beslissing om het oogsten der domeinvoortbrengselen te rekenen van 1 Juli 1910 aan den privaten ondernemingsgeest

over te la'en in zekere streken van Belgisch-Congo, niet tegenstrijdig was met de overeenkomsten tusschen den Onafhankelijken Congostaat en de « Compagnie du Kasai » aangegaan, dat deze overeenkomsten geen enkel uitsluitend recht aan de « Compagnie du Kasai » toegekend hadden, dat er dus geen sprake kon zijn en dat er nooit geen sprake geweest was aan deze « Compagnie » eene schadeloosstelling toe te staan die door niets gerechtvaardigd werd. En daar de brief van de « Compagnie » scheen aan te kondigen dat deze er aan dacht zich in rechte te voorzien tegen de Kolonie, voegde de Minister er bij, dat hij het voor den Beheerraad als een plicht achtte het advies in te winnen van de algemeene vergadering der aandeelhouders en dat, zoo de Raad dit gevoelen niet deelde, hij verplicht zou zijn in naam der Kolonie, eigenaarster van 2.010 winstandeelen en van 2.010 aandelen, de bijeenroeping te eischen van eene buitengewone algemeene vergadering die hare bepalingen omtrent deze zaak zou te maken hebben.

*
* *

Het decreet van 22 Maart 1910 verwezenlijkte de aangekondigde hervorming.

*
* *

Ten gevolge der bekendmaking van dit decreet drong het Beheer der « Compagnie du Kasai » bij den Minister aan om eene vergoeding te bekomen. De Minister antwoordde dat er volstrekt geene verschuldigd was, maar dat, verlangend de Kolonie zooveel mogelijk te zien vrijmaken van allen aanhang met de vennootschappen die handel drijven in caoutchouc, hij daarom niet zou weigeren met welwillendheid de voorstellen te onderzoeken die hem nader tot dezen uitslag zouden brengen maar die terzelfder tijd ook de belangen der Kolonie zouden vrijwaren.

De Beheerraad der « Compagnie du Kasai » stelde dan aan den Minister vóór, de titels van de Kolonie over te nemen tegen eene waarde welke bepaald zou worden door eene fictieve afrekening van het vermogen der Vennootschap.

De Regeering antwoordde dat zij dit voorstel in overweging nam, maar dat zij alvorens een vast besluit te nemen de uitslagen der fictieve afrekening zou moeten kennen zooals de « Compagnie » deze verstond.

*
* *

De « Compagnie » liet overgaan tot de noodige rekenplichtige verrichtingen en bood den Staat eene som van 9.073,156 frank aan.

Deze som bevatte het winstdeel van 1909 en de winsten van het eerste halfjaar 1910, hetgeen de som, werkelijk betaald voor den terugkoop der aan de Kolonie toebehoorende actiën en oprichtersaandeelen, op min dan vijf millioen en half bracht.

De Regeering weigerde het voorstel der « Compagnie » te aanvaarden, daar zij oordeelde dat de aangeboden som onvoldoende was.

*
*

Ten gevolge van verscheiden voorvallen welke uiteengezet staan in het antwoord der Regeering aan de Middenafdeeling die belast werd met het onderzoek der begrooting van 1911 (verslag van den heer Tibbaut, bescheiden n^r 21, bl. 12 en volgende) stelde de « Compagnie » aan de Regeering vóór, de onderhandelingen weder aan te knopen. Deze onderhandelingen hebben plaats gehad tusschen de advokaten van den Staat en van de « Compagnie », die volle macht hebben bekomen om de billijkste oplossing te zoeken. Zij zijn uitgelopen op de Overeenkomst van 11 Februari 1911.

die besloten werd onder het voorbehoud der goedkeuring van de Belgische wetgevende macht en welke wij, volgens de bevelen des Konings, de eer hebben aan het onderzoek der Kamers te onderwerpen.

* * *

Deze Overeenkomst kent aan den Staat toe, tot vergelding der titels die hij aan de « Compagnie » afstaat :

a) Eene éénmaal betaalde som van	fr. 10,000,000	»
b) Een halfjaar van den coupon 6 t. h. verschuldigd op 2,010 kapitaalaandeelen $\frac{1}{2}$	15,075	»
c) Eene som van	1,000,000	»
bepaald over het geheel, als voorstellende het dividend dat aan de 2,010 winstaandeelen toekomt voor het eerste halfjaar 1910.		
Te zamen op 1 Juli 1910. . fr.		11,015,075
d) De interesten 3 t. h. op dit totaal van 1 Juli 1910 tot 1 Januari 1911.	165,268	»
Totale som op 1 Januari 1911. . fr.		11,180,343

Er werd bepaald dat de uitbetaling van deze som, vermeerderd met de interesten tegen 3 t. h. per jaar, van 1 Januari 1911 af, in eens of per deelen zal geschieden, naar believen der « Compagnie du Kasai », maar uiterlijk in den loop van het tegenwoordig jaar en zonder dat elke gedeeltelijke betaling minder dan één millioen frank mag bedragen.

Kortom, het eerste voorstel van de « Compagnie du Kasai » bood den Staat voor den afstand zijner aandelen en de betaling der verschuldigde winstdeelen, de som van 9,075,156 frank aan.

Sedert dien heeft de Kolonie het bedrag ontvangen der winstdeelen die haar voor 1909 verschuldigd waren, hetzij 2,613,000 frank

De sommen die de overeenkomst haar toekent bedragen. 11,180,303 »

Te zamen. 13,793,303 frank

Ten slotte hadden de nieuwe onderhandelingen dus voor gevolg, met 4,720,147 frank, de sommen te verhoogen die gebeurlijk aan den Staat zouden toekomen.

De overeenkomst beslist dat de 2,010 winstaandeelen die aan den Staat toebehooren zullen vernietigd worden. De « Compagnie » zal van het geding

afzien dat zij tegen den Staat ingespannen heeft en de Staat zal van zijnen kant, de twee door hem ingediende rechtsvorderingen opgeven.

* *

Het eerste voordeel der overeengekomen schikking is een einde te stellen aan alle gerechtelijke betwistingen. Naar het oordeel der Regeering was de uitkomst der ingestelde gedingen niet twijfelachtig; de aanspraak van de « Compagnie » op het monopolie van het oogsten der domeinvoortbrengselen, scheen haar natuurlijk ongegrond. Het is niet te min waar dat deze betwistingen eenen onaangename toestand verwekten, en, uit alle oogpunten, is het verkieslijk dezen te zien ophouden.

Men werpt daartegen op, dat het verslag der machthebbers die gelast waren het inlijvingsverdrag te onderhandelen, de winstaandeelen der « Compagnie du Kasai » beraamde op 17,450 frank voor ieder aandeel, hetzij voor 2,010 aandeelen, op een kapitaal van 35,074.500 frank. De tegenwoordige overeenkomst zou aan de Kolonie een verlies van ongeveer 25 miljoen frank toebrengen.

Deze tegenwerping is ongegrond.

De raming, door de machthebbers gedaan, was juist. Zij steunde op den prijs van het winstaandeel ten tijde dat het verslag opgesteld werd. Men heeft echter in den loop der bespreking van het verdrag van inlijving zeer terecht doen opmerken dat de waarde van den portefeuille aan veranderlijkheid onderhevig was. Als gevolg der crisis in het caoutchouc, had eene sterke daling plaats gedurende het jaar 1908. In de maand October was de prijs van het winstaandeel 7,200 frank, daarna 7,800 frank (1).

In de maand Juni 1908, gedurende de bespreking der inlijving, beliep de prijs 7,800 frank.

Sommige aan de Kolonie toebehoorende titels hebben integendeel eene aanzienlijke stijging ondergaan, namelijk : de aandeelen Katanga, waarvan de beursprijs sedert de overname vervierdubbeld is en de titels der « Union Minière » met eene nominale waarde van 100 frank, die tegenwoordig kort tegen de 1,000 frank aangeteekend staan (2).

Deze prijsveranderingen der titels hebben slechts een zeer betrekkelijk belang voor de Kolonie. Zij kan uit de stijging geen voordeel trekken, omdat zij hare titels op de Beurs niet mag verkoopen en omdat, indien zij op die manier ze wilde te gelde maken, het onevenredig aanbod dat daaruit zou voortspruiten, eene sterke daling zou teweegbrengen. De redeneeringen die op den beursprijs gesteund worden zijn, bijgevolg, geheel valsch.

* *

Veronderstellen wij dat de tegenwoordige overeenkomst niet goedgekeurd worde. Zou daaruit voortspruiten dat de Kolonie een kapitaal zou bewaren

(1) Prijs van het winstaandeel Kasai :

	30 Juni	31 Decemb.	30 Juni	30 Decemb.	
per 1/10 ^e	1905 1.498	1.500	1908 78 00	99	} per 1/100 ^e winst- aandeel.
winst- aandeel	1906 1.465	1.790	1909 155.50	108	
	1907 1.750	1.260	1910 141.00	139	

(2) De Kolonie bezit 1,800 gewone Katanga's; 600 bevoorrechte. Het Bijzonder Comité van Katanga, waarin de Kolonie voor 2/3 deel heeft, bezit 57,000 aandeelen der « Union Minière ».

dat gelijk staat met het aantal harer titels vermenigvuldigd met den tegenwoordigen prijs?

Zeker niet!

Dit zou eenvoudig voor gevolg hebben dat de Kolonie hare titels en hare deelneming in de « Compagnie » zou behouden met de kansen die er aan verbonden zijn. Zij zou de slechte kansen moeten doorstaan zonder op andere ontvangsten te mogen rekenen dan het jaarlijksch winstdeel of de waarde die de titel zou opleveren in geval van afrekening.

In de veronderstelling, nu, van het *statu quo*, zou de kans op waardevermindering van den titel groot zijn.

Bij den huidige prijs der titels van de « Compagnie du Kasai » wordt natuurlijk rekening gehouden der gebeurlijke vermindering van het getal winstaandeelen tot beloop van 50 t. h. door de afschaffing der aandeelen van den Staat.

De betrekkelijke waardevermindering van den titel schijnt zeker, indien de Overeenkomst niet wordt goedgekeurd, want het valt niet te betwijfelen dat, onder het nieuw stelsel, de winsten der « Compagnie » merklijk zullen verminderd worden.

De hangende betwistingen zouden op eene afrekening kunnen uitloopen. Er is geen enkele waarborg dat deze afrekening aan den Staat grootere voordeelen zou opleveren dan deze welke de Overeenkomst hem verzekert. Wij hebben de overtuiging dat de einduitslag, in deze veronderstelling, hem minder gunstig zou zijn.

* * *

Ook met de staatkundige zijde der zaak dient rekening gehouden.

Het meest te waardeeren voordeel der Overeenkomst ligt noch in het ophouden der rechtsgedingen, noch in het verwezenlijken van een kapitaal van 11 millioen frank, waarover de Kolonie onmiddellijk zal beschikken. De groote uitslag der transactie bestaat in het vrijmaken der Kolonie van allen aanhang met de Vennootschappen of bijzonderen die in de streek van de Kasai handel zullen drijven in plantaardige voortbrengselen.

De Onafhankelijke Staat, declachtig tot een beloop van 50 t. h. in de zaken van de « Compagnie du Kasai » eischte van de inlanders der streek slechts eenige belastingen in levensmiddelen, bestemd tot de bevoorrading zijner standplaatsen. Hij hief geene algemeene belasting. Voor alle inkomen vergenoegde hij zich met het winstdeel dat hem zijne deelneming in de « Compagnie du Kasai » verschafte.

Dit systeem stelde den Staat aan hevige kritieken bloot. Indien het de bezetting van het grondgebied heeft kunnen begunstigen, moest het mettertijd eenen hinderpaal worden voor de normale economische ontwikkeling van het land.

Volgens den geest die de nieuwe decreten ingegeven heeft, moet de Staat zooveel mogelijk vreemd blijven aan de handelszaken die met de inlanders gedreven worden; hij moet de belastingen heffen in geld en aldus aan de koloniale financiën eenen vasteren grondslag geven, met regelmatig

opbrengst. Wij denken dat de uitslagen dezer nieuwe handelwijze aan de Kolonie en aan de bevolkingen voordeelig zullen zijn.

Dan zelfs wanneer zij eenige geldelijke opofferingen zouden vereischen, viel er nog niet te aarzelen. Zoo het, naar onze meening, onbetwistbaar is dat, volgens het recht, de « Compagnie du Kasai » geene gronden had om een monopolie van inoogsting te eischen in de streken waar zij de machtiging bekwaam hare handelsverrichtingen uit te voeren, zoo kan men ook niet ontkennen dat zij, in werkelijkheid, gedurende bij de negen jaar, geene mededinging ontmoette. Deze onstandigheid kan in den geest van derden die, tegen hooge prijzen, gedurende de jaren van overvloed, aandeelen kochten, eenige misvatting hebben doen ontstaan nopens de uitgestrektheid der rechten aan welker voordeel zij gingen deelnemen.

De billijkheid zet den Staat aan zooveel mogelijk voor de derden de gevolgen te verzachten van de verandering, welke het economisch stelsel der Kolonie ondergaat. Daarom stellen wij U vóór de met de « Compagnie du Kasai » besloten Overeenkomst goed te keuren. Wij hebben de overtuiging dat zij de rechten van den Staat volkomen vrijwaart.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

F. SCHOLLAERT.

De Minister van Koloniën.

J. RENKIN.



PROJET DE LOI

approuvant la convention conclue le 11 février 1911 entre l'Etat Belge et la Compagnie du Kasai (Société congolaise à responsabilité limitée).

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts et de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la convention ci-annexée intervenue le 11 février 1911 entre l'Etat Belge et la Compagnie du Kasai (Société congolaise à responsabilité limitée).

Donné à Assouan, le 12 mars 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Le Ministre des Colonies,

F. SCHOLLAERT.

J. RENKIN.

WETSONTWERP

goedkeurende de overeenkomst, op den 11^{den} Februari 1911 besloten tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » (Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid).

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten en van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Koloniën aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

EENIG ARTIKEL.

Wordt goedgekeurd de hierbij behorende overeenkomst, op den 11^{den} Februari 1911 besloten tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du Kasai » (Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid).

Gegeven te Assouan, den 12^{den} Maart 1911.

Van 's Konings wege :
*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

De Minister van Koloniën,

CONVENTION.

Entre les soussignés :

L'État Belge, représenté par M. Franz Schollaert, Ministre des Sciences et des Arts, et M. Jules Renkin, Ministre des Colonies, agissant sous réserve de ratification par les Chambres législatives belges, de première part,

et

la Compagnie du Kasai, Société à responsabilité limitée, représentée par son Conseil d'administration selon délibération, en date du onze février mil neuf cent onze, ledit Conseil, composé de :

MM. Jean de Hemptinne, président du Conseil d'administration ;
Victorien Lacourt, Administrateur, Directeur général ;
A. Delcommune, Administrateur, membre du Comité permanent ;
G. Bruneel de Montpellier ;
O. De Bauw ;
C. D'Heygère ;
J. Jadot ;
Ch. Liebrechts ;
A. Mols ;
G. Philippi ;
J. Van Hulst, et
R. Vleminckx, administrateurs
de deuxième part.

A été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'État Belge cède à la Compagnie du Kasai, qui accepte, toutes les actions de cette Société au nombre de deux mille dix et toutes les parts bénéficiaires de la dite Société en nombre égal, qui ont été attribuées à l'État Indépendant du Congo à la fondation de la Compagnie conformément aux articles 4 et 5 des statuts du vingt-quatre décembre mil neuf cent et un et qui sont devenues la propriété de l'État Belge en vertu du traité de cession du vingt-six novembre mil neuf cent sept. La livraison ou le transfert de ces titres n'aura lieu qu'au fur et à mesure du paiement du prix ci-après fixé.

En outre, l'État renonce, pour autant que de besoin, à tous les droits, prérogatives et avantages quelconques qui lui ont été conférés par les statuts et la convention du trente et un décembre mil neuf cent un.

Les effets de la présente cession et renonciation remontent au premier juillet mil neuf cent dix.

ART. 2. — La présente cession est faite pour et moyennant le prix de

onze millions cent quatre-vingt mille trois cent trois francs (fr. 11,180,303) se décomposant comme suit :

1° La somme de	francs 10,000,000
représentant la valeur en principal des actions et parts bénéficiaires cédées ;	
2° Celle de	» 18,075
pour une demi-année du coupon de 6 p. c. sur les 2,010 actions de capital (1 ^{er} semestre 1910) ;	
3° Celle de	» 1,000,000
fixée à forfait comme représentant le dividende reve- nant aux 2,010 parts bénéficiaires pour le premier semestre 1910 ;	
4° Celle de	» 168,228
étant l'intérêt à 3 p.c. sur 11,015,075 francs du 1 ^{er} juil- let au 31 décembre 1910.	

Ensemble. . . francs 11,180,303

ART. 5. — Le paiement de la somme ci-dessus de francs, 11,180,303 majorée des intérêts à raison de 3 p. c. l'an, depuis le 1^{er} janvier 1911, sera effectué en une fois ou par parties, au gré de la Compagnie du Kasai, mais au plus tard dans le courant de la présente année et sans que chaque paiement partiel puisse être inférieur à un million de francs.

ART. 4. — Les soussignés renoncent de part et d'autre aux procès engagés entre eux. Il sera fait une masse des frais de justice que les parties supporteront par moitié.

ART. 5. — Une assemblée générale des porteurs d'actions et de parts bénéficiaires de la Compagnie du Kasai sera convoquée dans le plus bref délai aux fins de ratifier la présente convention et de voter les modifications aux statuts jugées nécessaires pour la réaliser, notamment les mesures suivantes :

- a) Réduction du fonds social par annulation des 2,010 parts rachetées ;
- b) Suppression des diverses dispositions donnant actuellement au Gouvernement de la Colonie le droit d'intervenir dans l'administration de la société.

ART. 6. — L'État belge se prêtera à ces modifications statutaires qu'il soumettra à l'approbation royale.

ART. 7. — Sont intervenus aux présentes :

1° La Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo, représentée par MM. Albert Thys, président du Conseil d'administration, et Alexandre Delcommune, administrateur-directeur ;

2° La Société anonyme de l'Est du Kwango, représentée par MM. O. De Bauw, J. Hecq, M. Cramer et V. Thieren, administrateurs ;

3° La Belgika, Comptoir Colonial, Société anonyme, représentée par MM. Fernand Jamar, J. van Hulst, Eugène Bourson et Léon Delbruyère, administrateurs ;

4° La Société anonyme des Produits Végétaux du Haut-Kasai. représentée par MM. Gustave Brunneel de Montpellier, Henri Hage, Orban de Xivry, Alfred Roose, Camille d'Heygère, administrateurs ;

5° La Kassaienne, Société anonyme, représentée par M. Richard Vleminckx, administrateur-délégué ;

6° Les Plantations Lacourt. Société anonyme, représentée par MM. V. Lacourt, E. Beauthier, D. Vanderhaegen et Louis Lacourt, administrateur ;

7° La Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap, Société anonyme, représentée par MM. A. De Bloeme et Th. Philippi, administrateurs ;

8° La Compagnie du Lubefu, Société anonyme, représentée par MM. Camille D'Heygère. Alfred Roose, Arthur Roose, Oscar Thiry et Ernest Van Tomme (M. Oscar Thiry vient de donner sa démission d'administrateur. Cette démission ne peut être acceptée que par l'Assemblée générale.)

9° Les Comptoirs Velde, Société anonyme, représentée par MM. Alexis Mols, Prosper Creutz et Willy Van de Velde, administrateurs ;

10° La Djuma, Société anonyme, représentée par M. Jean De Hemptinne, administrateur ;

lesquelles ayant pris connaissance de la convention ci-dessus renoncent de leur côté à leur action en intervention dans la cause pendant devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge.

Ainsi fait en autant d'exemplaires que de parties intéressées à Bruxelles, le onze février dix-neuf cent onze.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

(S) F. SCHOLLAERT.

Le Ministre des Colonies,

(S) J. RENKIN.

(S) BRUNNEEL DE MONTPELLIER,

(S) JEAN DE HEMPTINNE,

(S) V. LACOURT,

(S) A. MOLS,

(S) RICHARD VLEMINCKX,

(S) J. JADOT,

(S) O. DE BAUW,

(S) LIEBRECHTS,

(S) VAN HULST,

(S) CAMILLE D'HEYGÈRE.

(S) A. DELCOMMUNE,

(S) TH. PHILIPPI,

ANNEXES

La Société anonyme *Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap*, établie à Rotterdam, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. A. de Bloeme et G. Th. Philippi, donne par la présente, procuration à M. G. Th. Philippi, demeurant à Scheveningen, commune La Haye (Hollande) de, pour elle, et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge ; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués, promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Rotterdam, le 10 février 1911.

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap :

(S) G. TH. PHILIPPI.

(S) A. DE BLOEME.

La Société anonyme *Compagnie du Lubefu*, représentée aux termes de ses statuts, par MM. Alfred Roose et Dr Arthur Roose, deux de ses administrateurs, donne par la présente, procuration à M. Camille d'Heygère, de, pour elle, et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge ; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués, promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 9 février 1911.

Compagnie du Lubefu (Société anonyme) :

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

Un Administrateur,

L'Administrateur-Délégué,

(S) A. ROOSE.

(S) Dr ROOSE.

La Société anonyme *Comptoirs Congolais Velde*, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. W. Van de Velde et Prosper Creutz, donne par la présente, procuration à M. Alexis Mols de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge ; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous

avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Anvers le 11 février 1911.

Comptoirs Congolais Velde.

Un Administrateur,

(S) W. VAN DE VELDE.

Un Administrateur,

(S) Prosper CREUTZ.

La Société Anonyme *l'Est du Kwango*, représentée, aux termes de ses statuts, par son Conseil d'administration composé de MM. Oscar De Bauw, Félix Hecq, Maurice Cramer et Victor Thieren, donne, par la présente, procuration à M. Oscar De Bauw de, pour elle et en son nom, se désister de son action et intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles le 10 février 1911.

L'Est du Kwango (Société anonyme).

Bon pour pouvoir :

Un Administrateur,

(S) F. HECQ.

Bon pour pouvoir :

Un Administrateur,

(S) M. CRAMER.

La Société Anonyme *Belgika*, Comptoir Colonial, 81, rue Royale, Bruxelles, Société anonyme, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. F. Jamar, président du Conseil d'administration, Eugène Bourson, Léon Delbruyère et Jean Claes, administrateurs de la société, donne par la présente, procuration à M. Jules Van Hulst, son administrateur-délégué, de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués, promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Bon pour pouvoir :

(s) J. CLAES.

Bon pour pouvoir :

(s) F. JAMAR.

Bon pour pouvoir :

(s) L. DELBRUYÈRE.

Bon pour pouvoir :

(s) E. BOURSON.

La *Société Anonyme des Produits Végétaux du Haut-Kasai*, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. Alfred Roose et Camille d'Heygère, deux de ses administrateurs, donne par la présente, procuration à M. Gustave Bru-nel de Montpellier, de, pour elle, et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles, entre la Compagnie du Kasai et l'État Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 10 février 1911.

Société anonyme des produits végétaux du Haut-Kasai.

Un Administrateur,

L'Administrateur-Délégué,

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

(s) Camille d'HEYGÈRE.

(s) A. ROOSE.

La Société anonyme *La Kassaienne*, ayant actuellement son siège social rue Vergote, 15, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. R. Vleminckx et Robyns, administrateurs, donne par la présente, procuration à M. Richard Vleminckx, son président du Conseil et administrateur-délégué, à l'effet de pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles, entre la Compagnie du Kasai et l'État Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 10 février 1911.

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

(S.) Richard VLEMINCKX.

(S.) ROBYNS.

La Société anonyme *Plantations Lacourt*, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. E. Beauthier, V. Lacourt, L. Lacourt et D. Vanderhaegen (les trois premiers susnommés se portent fort de l'adhésion de D. Vanderhaegen, absent), donne par la présente, procuration à M. V. Lacourt, son administrateur, de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'État Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 11 février 1911.

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

Bon pour pouvoir :

(S.) V. LACOURT.

(S.) L. LACOURT.

(S.) E. BEAUTHIER.

La *Société anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo*, représentée, aux termes de ses statuts, par MM. A. Thys, président de son Conseil d'administration et A. Delcommune, administrateur-directeur, donne par la présente, procuration à M. Alexandre Delcommune, son administrateur-directeur, de, pour elle et en son nom, se désister de son action en intervention dans la cause pendante devant le Tribunal Civil de Bruxelles entre la Compagnie du Kasai et l'Etat Belge; à cette fin, signer toutes pièces et donner les instructions nécessaires à tous avoués; promettant d'avoir pour agréable et de ratifier tout ce que le mandataire fera en vertu de la présente procuration.

Ainsi fait à Bruxelles, le 10 février 1911.

Bon pour pouvoir :

L'Administrateur-Directeur,

(S) A. DELCOMMUNE.

Bon pour pouvoir :

Le Président,

(S) A. THYS.



OVEREENKOMST (Vertaling).

Tusschen de ondergeteekenden :

Den *Belgischen Staat*, vertegenwoordigd door den Heer Franz Schollaert, Minister van Wetenschappen en Kunsten, en den Heer Jules Renkin, Minister van Koloniën, handelend onder voorbehoud der bekrachtiging door de Belgische wetgevende Kamers, eenerzijds.

En de *Compagnie du Kasai*, vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid, vertegenwoordigd door haren Beheerraad volgens beraadslaging, onder dagteekening van elfden Februari negentienhonderd elf, voornoemde Raad samengesteld zijnde uit :

De Heeren Jan de Hemptinne, voorzitter van den Beheerraad ;
Victorianus Lacourt, Beheerder, Algemeene Bestuurder ;
A. Delcommune, Beheerder, lid van het bestendig comiteit ;
G. Bruneel de Montpellier ;
O. De Bauw ;
C. D'Heygère ;
J. Jadot ;
K. Liebrechts ;
A. Mols ;
G. Philippi ;
J. Van Hulst, en
R. Vleminckx, beheerders, anderzijds.

Werd overeengekomen hetgeen volgt :

ARTIKEL ÉÉN. — De Belgische Staat laat aan de *Compagnie du Kasai*, die aanvaardt, al de aandelen dezer vennootschap over ten getale van twee duizend en tien, en al de winstaandeelen van voornoemde vennootschap, in gelijken getale, welke bij de oprichting van de *Compagnie* aan den Onafhankelijken Congostaat toegekend werden, overeenkomstig artikelen 4 en 5 der standregelen van 24 December negentienhonderd één en welke den eigendom van den Belgischen Staat zijn geworden, krachtens het verdrag tot afstand van zes en twintigsten November negentienhonderd zeven. De levering of de overdracht van deze titels zal slechts geschieden naarmate de hierna-bepaalde prijs betaald wordt.

Daarenboven verzaakt de Staat, voor zooveel het noodig is, aan alle welkdanige rechten, voorrechten en voordeelen welke hem door de standregelen en de overeenkomst van één en dertigsten December negentienhonderd één toegekend werden.

De uitwerking van dezen afstand en deze verzaking zijn te zoeken van af den eersten Juli negentienhonderd tien.

ART. 2. — Deze afstand wordt gedaan voor en tegen den prijs van

elf miljoen honderd tachtig duizend driehonderd en drie frank (fr. 11.180,503), zich verdeelend als volgt :

1 ^o De som van	10,000,000 »
welke de waarde in hoofdsom vertegenwoordigt der afgestane aandeele en winstaandeelen ;	
2 ^o Deze van	15,075 »
voor een halfjaar van den coupon 6 t. h. op de 2,010 kapitaalaandeele (1 ^o halfjaar 1910);	
3 ^o Deze van	1,000,000 »
bepaald over het geheel als vertegenwoordigend het aan de 2,010 winstaandeelen toekomende dividend, voor het eerste halfjaar 1910 ;	
4 ^o Deze van	165,228 »
die den interest 3 t. h. van 11,015,075 frank uitmaakt.	
Van 1 Juli tot 31 December 1910. — Te zamen . . . fr.	11,180,303 »

Art. 5. — De betaling van de hierboven-staande som van fr. 11.180.303, vermeerderd met de interesten tegen 3 t. h. per jaar, van 1 Januari 1911 af, zal in eens of per deelen geschieden, naar believen der *Compagnie du Kasai*, maar uiterlijk in den loop van het tegenwoordig jaar en zonder dat elke gedeeltelijke betaling minder dan één miljoen mag bedragen.

Art. 4. — Van beide zijden verzaken de ondergeteckenden aan de tusschen hen ingestelde rechtsgedingen. De gerechtskosten zullen tot eene massa samengebracht worden, waarvan elke partij de helft zal betalen.

Art. 5. — Eene algemeene vergadering der aandeel- en winstaandeelhouders der *Compagnie du Kasai* zal zoodra mogelijk bijeengeroepen worden ten einde deze overeenkomst te bekrachtigen en de wijzigingen aan de standregelen te stemmen die noodig geoordeeld worden om haar te verwezenlijken, namelijk de volgende maatregelen :

a) Verminering van het maatschappelijk fonds door vernietiging der 2,010 teruggekochte aandeele ;

b) Afschaffing der verscheiden bepalingen die tegenwoordig aan de Regeering der Kolonie het recht geven in het beheer der vennootschap tusschen te komen.

Art. 6. — De Belgische Staat zal zich leenen tot deze wijzigingen der standregelen, die hij aan 's Konings goedkeuring zal onderwerpen.

Art. 7. — Zijn bij deze tusschengekomen :

1^o De *Société anonyme Belge pour le commerce du Haut-Congo*, vertegenwoordigd door de Heeren Albert Thys, voorzitter van den Beherraad, en Alexander Delcommune, beheerder-bestuurder ;

2^o De naamlooze vennootschap *l'Est du Kwango*, vertegenwoordigd door de Heeren O. De Bauw, J. Heeq, M. Cramer en V. Thieren, beheerders ;

3^o De *Belgika*, Koloniale Factori, naamlooze vennootschap, vertegen-

woordigd door de Heeren Fernand Jamar, J. Hulst, Eugenius Bourson en Leo Delbruyère, beheerders;

4^o De *Société anonyme des Produits Végétaux du Haut-Kasai*, vertegenwoordigd door de Heeren Gustaaf Bruneel de Montpellier, Hendrik Hage, Orban de Xivry, Alfred Roose, Camiel d'Heygère, beheerders;

5^o De *Kassaienne*, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd door den Heer Richard Vleminckx, afgevaardigde beheerder;

6^o De *Plantations Lacourt*, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd door de Heeren V. Lacourt, E. Bauthier, D. Vanderhaegen en Lodewijk Lacourt, beheerders;

7^o De *Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap*, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd door de Heeren A. de Bloeme en Th. Philippi, beheerders;

8^o De *Compagnie du Lubefu*, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd door de Heeren Camiel d'Heygère, Alfred Roose, Arthur Roose, Oscar Thiry en Ernest van Tomme (de Heer Oscar Thiry heeft zijn ontslag als beheerder ingediend. Dit ontslag kan slechts door de Algemeene Vergadering aangenomen worden);

9^o De *Comptoirs Velde*, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd door de Heeren Alexis Mols, Prosper Creutz en Willy Van de Velde, beheerders;

10^o De *Djuma*, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd door den Heer Jan de Hemptinne, beheerder; dewelke, kennis genomen hebbende der hierboven vermelde overeenkomst, van hunnen kant afzien van hunne tusschentreding in het voor de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat.

Aldus gedaan te Brussel, den elfden Februari, negentienhonderd en elf, op zoovele exemplaren als er belanghebbende partijen zijn.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

(G) F. SCHOLLAERT.

De Minister van Koloniën,

(G) J. RENKIN.

(G) BRUNEEL DE MONTPELLIER,

(G) JEAD DE HEMPTINNE,

(G) V. LACOURT,

(G) A. MOLS,

(G) RICHARD VLEMINCKX,

(G) J. JADOT,

(G) O. DE BAUW,

(G) LIEBRECHTS,

(G) VAN HULST,

(G) CAMILLE D'HEYGÈRE,

(G) A. DELCOMMUNE,

(G) Th. PHILIPPI.

BIJLAGEN. (*Vertaling.*)

De naamlooze vennootschap *Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap*, te Rotterdam gevestigd, vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen door de Heeren A. de Bloeme en G. Th. Philippi, geeft door dezen, volmacht aan den Heer G. Th. Philippi, wonende te Scheveningen, gemeente van 's Gravenhage (Holland), om voor haar en in haren naam, af te zien van hare tusschentreding in het voor de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Rotterdam, den 10ⁿ Februari 1911.

Goed voor volmacht :

Goed voor volmacht :

Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap.

(G) G. TH. PHILIPPI.

(G) A. DE BLOEME.

De naamlooze vennootschap *Compagnie du Lubefu*, vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen door de Heeren Alfred Roose en Dr Arthur Roose, twee harer beheerders, geeft door dezen, volmacht aan den Heer Camiel d'Hoygère, om, voor haar en in haren naam af te zien van hare tusschentreding in het voor de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Brussel, den 9ⁿ Februari 1911.

Compagnie du Lubefu (naamlooze vennootschap.)

Goed voor volmacht :

Goed voor volmacht :

Een Beheerder,

De Afgevaardigde Beheerder,

(G) ALFRED ROOSE.

(G) ARTHUR ROOSE.

De naamlooze vennootschap *Comptoirs Congolais Velde*, vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen, door de Heeren W. Van de Velde en Prosper Creutz, geeft door dezen, volmacht aan den

Heer Alexis Mols, om, voor haar en in haren naam, af te zien van hare tusschentreding in het voor de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Antwerpen, den 11ⁿ Februari 1911.

Comptoirs Congolais Velde.

Een Beheerder,

(G) W. VAN DE VELDE.

Een Beheerder,

(G) PROSPER CREUTZ.

De naamlooze vennootschap *l'Est du Kwango*, vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen door haren Beheerraad, samengesteld uit de Heeren Oscar De Bauw, Felix Herq. Maurits Cramer en Victor Tiheren, geeft door dezen, volmacht aan den Heer Oscar De Bauw om voor haar en in haren naam, af te zien van hare tusschentreding in het vóór de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding, tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Brussel, den 10ⁿ Februari 1911.

L'Est du Kwango (naamlooze vennootschap).

Goed voor volmacht :

Een Beheerder,

(G) F. HECQ.

Goed voor volmacht :

Een Beheerder,

(G) M. CRAMER.

De naamlooze vennootschap *Belgika*, koloniale factorij, 81, Koningsstraat, Brussel, naamlooze vennootschap, vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen, door de Heeren K. Jamar, voorzitter van den Beheerraad; Eugenius Bourson, Leo Delbruyère en Jan Claes, beheerders van de vennootschap, geeft door dezen, volmacht aan den Heer Julius Van Hulst, haren afgevaardigden beheerder, om voor haar en in haren naam af te zien van hare tusschentreding in het voor de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding, tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden

en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Goed voor volmacht :

(G) J. CLAES.

Goed voor volmacht :

(G) F. JAMAR.

Goed voor volmacht :

(G) L. DELBROYÈRE.

Goed voor volmacht :

(G) E. BOURSON.

De *Société anonyme des produits végétaux du Haut-Kasai*, vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen door de Heeren Alfred Roose en Camiel d'Heygere, twee harer beheerders, geeft door dezen, volmacht aan den Heer Gustaaf Bruneel de Montpellier, om voor haar en in haren naam af te zien van hare tusschentreding in het vóór de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding, tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Brussel, den 10ⁿ Februari 1911.

Société anonyme des produits végétaux du Haut-Kasai.

Een Beheerder,

De Afgevaardigde Beheerder,

Goed voor volmacht :

Goed voor volmacht :

(G) C. D'HEYGÈRE.

(G) A. ROOSE.

De *Société anonyme Kassaienne*, hebbende tegenwoordig haren maatschappelijke zetel, Vergotestraat, 13, vertegenwoordigd, krachtens de bepalingen van hare standregelen door de Heeren R. Vleminckx en Robyns, beheerders, geeft door dezen, volmacht aan den Heer Richard Vleminckx, haren voorzitter van den Raad en afgevaardigden beheerder, ten einde voor haar en in haren naam af te zien van hare tusschentreding in het vóór de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding, tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen, al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Brussel, den 10ⁿ Februari 1911.

Goed voor volmacht :

Goed voor volmacht :

(G) RICHARD VLEMINCKX.

(G) E. ROBYNS.

De Société anonyme Belge pour le commerce du Haut-Congo vertegenwoordigd, krachtens de bepalingen van hare standregelen door den Heer M. A. Thys, voorzitter van haren Beheerraad en A. Delcommune, beheerder-bestuurder, geeft door dezen, volmacht aan den Heer Alexander Delcommune, haren beheerder-bestuurder om voor haar en in haren naam af te zien van hare tusschentreding in het voor de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Brussel, den 10ⁿ Februari 1911.

Goed voor volmacht :
De Beheerder-Bestuurder,

(G) A. DELCOMMUNE.

Goed voor volmacht :
De Voorzitter,

(G) A. THYS.

De Société anonyme Plantations Lacourt vertegenwoordigd krachtens de bepalingen van hare standregelen door de Heeren E. Beauthier, V. Lacourt, L. Lacourt en D. Vanderhaegen (de drie eersten vóórnoemd, zich sterk makende voor de toestemming van D. Vanderhaegen) afwezig, geeft door dezen, volmacht aan den Heer V. Lacourt, haren beheerder, om voor haar en in haren naam af te zien van hare tusschentreding in het vóór de burgerlijke Rechtbank van Brussel hangend geding, tusschen de *Compagnie du Kasai* en den Belgischen Staat; te dien einde alle stukken te teekenen en de noodige onderrichtingen te verstrekken aan alle pleitbezorgers, belovende goed te vinden en te bekrachtigen al hetgeen de machthebber ingevolge dezen machtbrief zal doen.

Aldus gedaan te Brussel, den 11ⁿ Februari 1911.

Goed voor volmacht : Goed voor volmacht : Goed voor volmacht :

(G) V. LACOURT.

(G) L. LACOURT.

(G) BEAUTHIER.

